

Rappel – Qui sont les agriculteurs qui ont participé à l'Enquête 2024 ?



Première partie : Enseignements issus de l'analyse de l'exploitation

Enseignement #1 – Décalage entre perception de risques et stratégies de gestion

Notre première vague d'analyse, en 2024, a révélé des décalages entre les risques majeurs identifiés par les agriculteurs et les stratégies indiquées comme mises en œuvre au sein de leur exploitation afin de gérer les risques.

Pour aller plus loin sur l'enseignement #1

Dans la plupart des cas, les stratégies sont plutôt transversales et curatives, elles se concentrent principalement sur les diversifications (agricoles et/ou non-agricoles) et les couvertures assurantielles. Le niveau d'adoption des moyens de prévention reste assez faible même quand il s'agit de **contrecarrer les risques perçus comme critiques**.

Quels sont les constats latents révélés par notre enquête 2024 ?

Cohérence insuffisante entre risques jugés importants et moyens de gestion mis en place

Agriculteur	Quels sont les risques les plus importants, pour vous ?	Quels sont les moyens mis en place pour les gérer ?
Agri 37 Fortement vulnérable (FV)	Météo, plus particulièrement la sécheresse – Risque sanitaire ex-jaunisse et cercosporiose en betteraves – Fluctuations des prix de vente	Avoir une activité complémentaire extérieure
Agri 55 – FV	Réglementation irrigation, interdiction phytosanitaire	Contractualisation – diversification
Agri 20 – FV	Volatilité des prix de vente et d'achats, climat	La volonté

À la suite du comité de pilotage 2025, nous sommes revenus sur ce résultat en mettant l'accent sur le risque lié à l'eau, identifié comme le deuxième risque le plus perçu comme grave par les agriculteurs.

Enseignement #2 – Confirmation du décalage pour la sécheresse

Le décalage constaté pour l'ensemble des risques en 2024 est confirmé pour la sécheresse. Très concrètement : la perception d'un niveau d'impact de la sécheresse élevé sur la vulnérabilité de l'exploitation ne se traduit pas forcément par une forte utilisation des moyens de gestion de risque.

Pour aller plus loin sur l'enseignement #2

Tout d'abord, les agriculteurs ont indiqué sur une échelle de 1 (faible) à 5 (élevé) à quel point ils sont exposés au risque hydrique à partir de deux questions : la fréquence et le niveau d'impact perçus. Ensuite, plusieurs stratégies permettant de gérer la sécheresse et l'inondation ont été présentées successivement aux agriculteurs pour recueillir à quel point ils les utilisent pour faire face à ces risques sur une échelle de 0 (pas du tout utilisé) à 10 (très utilisé).

Nous avons comparé le niveau d'impact perçu et le niveau d'adoption des stratégies résultant de la somme des niveaux d'utilisation de l'ensemble qui leur a été présenté. Pour un même niveau d'impact perçu de la sécheresse, les agriculteurs présentent des niveaux d'adoption des pratiques d'adaptation très variables, traduisant une importante hétérogénéité des stratégies mises en œuvre. La droite de tendance présente une pente très légèrement positive, suggérant une faible augmentation du score d'adaptation lorsque l'impact perçu de la sécheresse augmente.

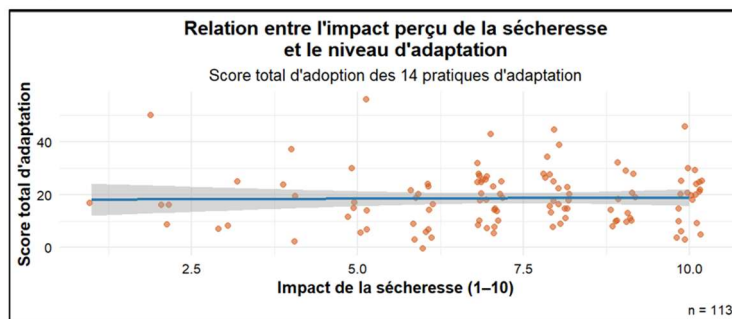


Figure 1 : Relation entre l'impact perçu de la sécheresse et le niveau d'adoption des pratiques d'adaptation (score total sur 14 pratiques).

Enseignement #3 – Plus de cohérence face à l'inondation

Contrairement à ce qui est observé pour la sécheresse, les agriculteurs déclarant un impact plus important des inondations sur la vulnérabilité de leur exploitation présentent, en moyenne, un niveau d'adoption plus élevé des pratiques de gestion de risque.

Pour aller plus loin sur l'enseignement #3

Il existe une relation positive nette entre le score d'impact perçu des inondations et le score total d'adoption des 13 pratiques de gestion des inondations. Les agriculteurs déclarant un impact plus important des inondations présentent, en moyenne, un niveau d'adoption plus élevé des pratiques de gestion.

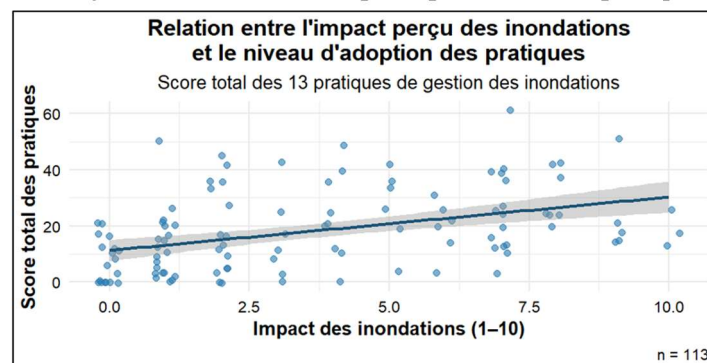


Figure 2 : Relation entre l'impact perçu des inondations et le niveau d'adoption des pratiques de gestion des inondations (score total sur 13 pratiques).

Enseignement #4 – Stratégies face à la sécheresse

Les agriculteurs privilégient avant tout des stratégies agronomiques et organisationnelles.

La pratique la plus adoptée est l'adaptation de la rotation culturale ou de l'assolement (score moyen de 3,04 sur 5), suivie par l'assurance récolte (2,41), la limitation du travail du sol (2,19), la sélection de semences robustes (2,01) et l'épargne de précaution (1,98). Les pratiques d'agriculture de conservation des sols affichent également un niveau d'adoption notable (1,77), témoignant d'une prise de conscience croissante de l'intérêt de préserver l'humidité du sol pour la résilience des systèmes de production.

A l'inverse, les stratégies nécessitant des investissements techniques ou des transformations structurelles plus importantes restent peu développées.

Il s'agit, notamment, du stockage de l'eau (0,87), agroforesterie (0,84), outils numériques de planification de l'irrigation (0,81), micro-irrigation (0,73), recyclage des eaux usées (0,43) et autres méthodes d'irrigation (0,17, score le plus faible de l'ensemble (figure 4)

Synthèse sur la sécheresse : Ces résultats suggèrent que les agriculteurs privilégient en priorité des mesures relativement accessibles et compatibles avec l'organisation actuelle de leur exploitation, tandis que les solutions nécessitant des investissements financiers ou des infrastructures spécifiques demeurent plus marginales malgré leur potentiel d'adaptation au risque hydrique (Voir figure n°4).

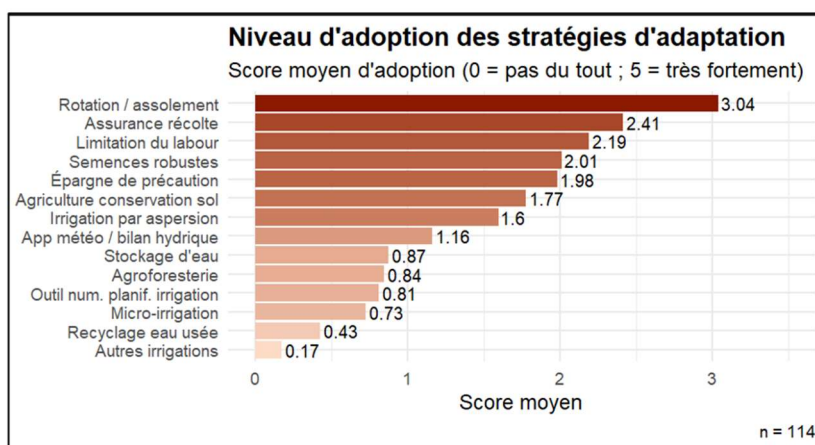


Figure 3 : Niveau d'adoption des stratégies d'adaptation face aux risques hydriques (sécheresse)

Enseignement #5 – Stratégies face à l'inondation

Le maintien d'une couverture végétale du sol et l'adaptation de la rotation culturale ou de l'assolement sont les pratiques les plus adoptées.

Les pratiques agronomiques citées plus haut ont un score moyen identique de 2,33 sur 5. Elles sont suivies par la limitation du travail du sol (1,97), l'entretien des fossés (1,96) et l'assurance récolte (1,76).

A l'inverse, les pratiques nécessitant des aménagements hydrauliques spécifiques sont peu adoptés.

Il s'agit de la rétention d'eau par des bassins (0,53) ou des dispositifs de gestion financière comme l'assurance pour perte d'exploitation (0,72) sont peu adoptées. L'agroforesterie (1,01) et l'entretien des zones humides (1,09) présentent également de faibles niveaux d'adoption.

Synthèse sur l'inondation : Comme pour la sécheresse, les agriculteurs privilégient des pratiques agronomiques intégrées à la gestion courante de l'exploitation couverture des sols, rotation des cultures, limitation du travail du sol susceptibles d'améliorer la structure du sol et de limiter le ruissellement, plutôt que des aménagements spécifiques plus coûteux. Les scores moyens demeurent globalement modérés (tous inférieurs à 2,5 sur une échelle de 0 à 5), ce qui indique un niveau global d'adoption des stratégies de gestion des inondations encore limité au sein des exploitations enquêtées.

Deuxième partie : Enseignements issus de l'analyse de l'environnement de l'exploitation **Comment les politiques et sociétales influencent la gestion du risque hydrique ?**

Il a été demandé aux agriculteurs d'indiquer l'impact des différentes mesures prises lors de l'Assise de l'eau en 2019 et de la Varenne agricole en 2022, sur leur capacité à gérer les risques hydriques. Quatre possibilités de réponse : impact positif, négatif, nul ou méconnu.

Enseignement #6 – Mesures perçues comme ayant un impact positif sur la gestion du risque hydrique

Les résultats montrent que la promotion du partage de bonnes pratiques entre agriculteurs est la mesure la plus favorablement perçue (46 % d'avis positifs) et celle qui suscite le moins d'opinions négatives, traduisant une forte adhésion aux approches fondées sur l'échange d'expériences et la diffusion des connaissances.

La réforme de l'assurance récolte est elle aussi relativement bien accueillie (34 % d'avis positifs), même si 36 % des répondants la jugent sans impact et 22 % ne se prononcent pas, signe d'une perception encore mitigée. Les dispositifs du Plan France 2030 et de France Relance recueillent des avis plus partagés (30 % et 33 % d'avis positifs respectivement), avec une proportion importante de répondants estimant qu'ils sont sans impact ou ignorant leurs effets ce qui peut traduire une connaissance inégale de ces dispositifs ou un accès limité à leurs bénéfices.

Dans l'ensemble, les mesures fondées sur l'accompagnement, le partage de connaissances et le soutien financier sont mieux perçues que les mesures réglementaires, qui suscitent davantage de réserves.

Enseignement #7 – Mesures perçues comme ayant un impact négatif

Les décrets adaptant les calendriers d'irrigation constituent la mesure la plus controversée : seuls 11% des répondants leur attribuent un impact positif, contre 25 % qui leur attribuent un impact négatif *la proportion la plus élevée de l'ensemble des mesures testées.*

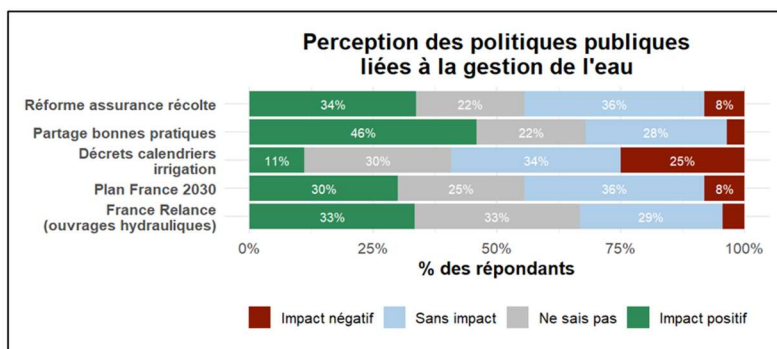


Figure 4 : Perception des politiques publiques liées à la gestion de l'eau par les agriculteurs interrogés.

Enseignement #8 – Renforcement mutuel

En outre, les agriculteurs confrontés à des conflits d'usage de l'eau plus importants tendent ainsi à percevoir la sécheresse comme plus impactante pour leur exploitation, ce qui suggère que ces deux dimensions du risque hydrique se renforcent mutuellement dans la perception des exploitants.

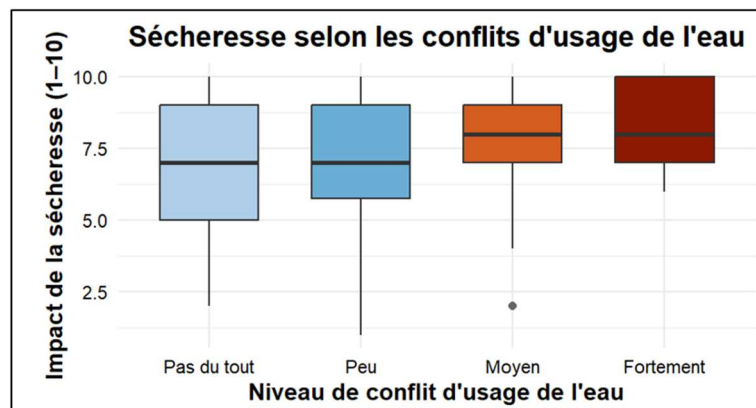


Figure 5 : Distribution des scores d'impact de la sécheresse selon le niveau de conflit d'usage de l'eau.